

ARRÊTÉ CONJOINT N° 2024-01 P

Prescrivant l'obligation d'arrêt pour les usagers
circulant sur la Voie Verte Briouze/Bagnoles de l'Orne Normandie
à son intersection avec la VC La Bruyère
sur la commune de LA FERTÉ-MACÉ

ANNULE ET REMPLACE l'arrêté conjoint n° 2022-14 P
des 15 et 27 septembre 2022

Le Président du Conseil départemental de l'Orne,

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la route,

VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, sur la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,

CONSIDERANT que pour assurer la sécurité des usagers à l'intersection visée à l'article 1, il est nécessaire d'y instaurer un régime de priorité,

- ARRÊTENT -

ARTICLE 1er – L'arrêté n° 2022-14 P des 15 et 27 septembre 2022 est abrogé.

ARTICLE 2 – Toute personne circulant sur la voie verte au PR 12+132 sur la commune de La Ferté-Macé, devra à l'intersection de cette voie avec la VC La Bruyère, marquer un temps d'arrêt et céder le passage aux véhicules circulant sur cette voie communale.

ARTICLE 3 - Les prescriptions de l'article 2 seront matérialisées par l'implantation tant sur les voies frappées par l'obligation de céder le passage que sur la voie protégée d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place de cette signalisation sera réalisée par l'agence des infrastructures départementales du Bocage.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté annule toute disposition contraire antérieure.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérécurse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 7 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Orne
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENÇON, le 30 MAI 2024

Fait à LA FERTÉ-MACÉ, le 14 MAI 2024

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
Le Directeur général des services

LE MAIRE,



Le Maire,
Michel LEROYER